



Quand les chiffonniers du Caire osent ! Mobilisations, contournements et résistances d'une communauté stigmatisée

Bénédicte Florin

► To cite this version:

Bénédicte Florin. Quand les chiffonniers du Caire osent ! Mobilisations, contournements et résistances d'une communauté stigmatisée. Une société en quête d'avenir. Égypte, an 2 de la révolution, L'Harmattan, pp. 77-94, 2012. halshs-01091023

HAL Id: halshs-01091023

<https://shs.hal.science/halshs-01091023>

Submitted on 4 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand les chiffonniers du Caire osent ! Mobilisations, contournements et résistances d'une communauté stigmatisée

Bénédicte Florin
Maître de conférences en géographie
Université de Tours
CITERES, UMR 6173
EMAM-Equipe Monde Arabe et Méditerranée

Introduction

Le réalisateur Yousri Nassrallah, dans son film « Femmes du Caire » (*Ehki ya Shahrazad*, 2009), narre le destin de Hebba, journaliste égyptienne qui anime des talk-show sur une chaîne de télévision commerciale. Femme moderne, riche et occidentalisée, la carrière de Hebba bascule lorsque, un jour, dans un magasin de produits de beauté, une vendeuse la reconnaît et lui reproche de ne pas s'intéresser à la réalité des conditions de vie de la majorité de ses concitoyens. Sous la conduite de la vendeuse, Hebba découvre les « bas-fonds » du Caire et sa première visite l'emmène dans un quartier où les rues sont jonchées de tas d'ordures en flamme. Décor ou réalité, le paysage y est crépusculaire et peut immédiatement faire penser aux quartiers des chiffonniers, lieux qui, avec la cité des morts, symbolisent, parfois à tort, l'exclusion ou la pauvreté extrêmes au Caire. Pourtant, depuis deux décennies, les chiffonniers n'ont plus le droit de brûler les déchets non recyclables et ce sont plutôt les habitants des quartiers très populaires qui, faute de ramassage régulier, n'ont parfois que ce seul moyen à leur disposition pour se débarrasser des détritiques accumulés.

Quoi qu'il en soit, à partir de 2002, les débats publics et médiatisés autour de la réforme de la gestion des déchets puis, en 2009, autour de l'abattage des porcs ont mis sur le devant de la scène la communauté des chiffonniers (environ 100 000 personnes), jusqu'alors quasi-invisible en Egypte – et paradoxalement plus connus à l'étranger. Ces débats ont également fédéré, contre la réforme, des acteurs *a priori* très distants les uns des autres.

Les chiffonniers, quant à eux, ont « osé », en 2003, manifester pour la première fois dans l'histoire de leur communauté : il s'agit sans doute des toutes premières mobilisations sur l'espace public des années 2000, d'autant plus étonnantes qu'elles émanent d'un groupe social au mieux ignoré et au pire très stigmatisé. Face à la délégation de la collecte des ordures à des entreprises privées, les chiffonniers manifestent, puis s'organisent pour négocier avec les autorités ; ils font parler d'eux au Parlement et dans les médias et la question des déchets devient une affaire publique. Ceci ne signifie pas qu'ils ont gain de cause et la décision d'abattre tous les porcs du pays, en mai 2009, qu'elle soit marquée du sceau de l'arbitraire ou de la stratégie politique – probablement les deux ! - témoigne de l'autoritarisme du régime de Hosni Moubarak et de son indifférence ou incapacité à prévoir les effets sociaux de ses actions.

La question de la place des chiffonniers en ville et dans la société égyptienne ne constitue sans doute qu'un « petit problème » parmi d'autres au Caire ; leurs manifestations ont été très localisées et les effets de leurs grèves très inégaux. Pourtant, aussi infimes peuvent-elles paraître, ces mobilisations nous semblent porteuses de changements d'un autre ordre : l'occupation de l'espace public, l'organisation de réunions publiques, la prise de parole de ceux que l'on n'avait

jamais entendu jusqu'alors, la critique d'un mode de fonctionnement social et économique reposant sur les réseaux individuels clientélistes et la dénonciation de l'injustice faite à ceux qui s'estiment les laissés-pour-compte des politiques de libéralisation économique et de modernisation urbaine.

I – S'opposer : la « privatisation » et les manifestations des zabbâlîn¹

1 – Une réforme décidée d'en haut et imposée sans concertation

Au cours de l'année 2002, le ministère de l'Environnement publie des appels d'offre afin de déléguer la gestion des déchets du Caire à des entreprises, nationales ou internationales. Cette délégation de service, surnommée en Egypte « privatisation » (*khaskhasa*) s'inscrit dans la logique des directives de la Banque Mondiale qui, à partir des années 1990, a impulsé une grande partie des réformes prises afin de « rationaliser » de nombreux secteurs de l'économie égyptienne. De façon plus large, cette réforme répond également à l'idéologie « modernisatrice » qui conduit les politiques urbaines depuis les années 1970 : la propreté du Caire, capitale du pays, plus grande ville du Monde arabe, et haut-lieu touristique est essentielle pour l'image du pays. Cette rhétorique est reprise par les médias et le journal al-Ahrar annonce ainsi le 23 janvier 2003 : « *Le Caire, ville propre dans six mois (...) un projet dont le but est de rejoindre le peloton des grandes capitales* » et le quotidien al-Wafd titre encore, le 15 février 2003 : « *Le Caire, ville propre. Chose dite, chose faite* » (Dollet, 2003, p. 63). Portée par les plus hauts représentants de l'Etat, la réforme de la gestion des déchets est supposée clore deux décennies d'échecs des plans de nettoyage de la ville. Dans un premier temps, cinq multinationales européennes sont retenues et ont en charge la collecte des déchets que les Caiotes doivent déposer dans des conteneurs placés en bas des immeubles. Ces sociétés sont aussi supposées sensibiliser les habitants à la question de la propreté et recycler 20% de leur collecte².

Non prévenus de la réforme et encore moins associés à sa préparation, les zabbâlîn la découvrent en même temps que les habitants du Caire, par le biais des médias. Certes, le précédent d'Alexandrie, qui a délégué dès 2000 la collecte à la société Onyx (filiale de Vivendi), ou encore l'échelonnement des appels d'offre entre 2002 et 2003 auraient pu éveiller leur attention. Mais sans doute la communauté n'a-t-elle pas mesuré immédiatement l'ampleur des conséquences de la réforme sur son activité professionnelle : en effet, l'arrivée des multinationales signifie très clairement que toute collecte de déchets s'apparente désormais à du vol. Sans doute encore, les liens professionnels entre les zabbâlîn, très efficaces dans le domaine de la collecte et du recyclage, n'ont pas été immédiatement opératoires face à un enjeu politique et économique qui les dépassait complètement. A ceci s'ajoute la nature idéologique même de cet enjeu : les zabbâlîn, du fait de l'image qu'ils véhiculent, n'ont jamais été « pensés » comme des acteurs susceptibles de jouer un rôle dans le système de gestion des déchets en dépit de leur expérience. Leurs activités, ressortissant du secteur informel, sont perçues comme traditionnelles, sinon archaïques : remplacer les zabbâlîn et leurs enfants qui collectent au porte-à-porte par des camions-bennes qui vident les conteneurs répond, ici encore, au projet modernisateur porté par les autorités égyptiennes.

Probablement aussi, l'absence de syndicat, reconnu en tant que tel, a retardé la défense de la

1 Le terme zabbâlîn, traduit par « chiffonniers », se prononce zabaline et dérive de zabbâl (le déchet, l'ordure) et de zibbâla (la poubelle).

2 En ce qui concerne cette réforme, voir B. Florin, « Réforme de la gestion des déchets au Caire » in *Géocarrefour*, vol. 85, n°2, pp. 109-118 ; L. Debout et B. Florin, « Chiffonniers et entreprises privées internationales : stratégies d'adaptation des acteurs formels et informels face à la réforme de la gestion des déchets au Caire », à paraître dans *Egypte-Monde Arabe*, CEDEJ, 2011.

communauté, même si, par la suite, les leaders associatifs ont pris tant bien que mal le relai. Enfin, la marginalisation des zabbâlîn au sein de la société égyptienne explique certainement son silence jusqu'en 2003. Cette marginalité est multidimensionnelle et renforce le sentiment d'exclusion émanant des zabbâlîn eux-mêmes. Originellement migrants pauvres de Haute-Egypte installés au Caire depuis les années 1930, ils appartiennent à la minorité des chrétiens coptes qui représente environ 10% de la population égyptienne et dont la place et le rôle dans la société égyptienne sont loin d'être évidents. Le terme zabbâlîn renvoie aussi à une catégorie urbaine spécifique, marquée par la stigmatisation de ceux qui ont affaire aux déchets : les zabbâlîn collectent quotidiennement environ un tiers des 15 000 tonnes de déchets de la capitale, les ramènent dans leurs quartiers appelés « *zarayeb* » - littéralement porcheries - où les déchets organiques servaient à nourrir les cochons, avant leur abattage³. Dans les *zarayeb* (sing. *zeriba*), la coexistence des déchets, des cochons et d'une population longtemps misérable explique la discrétion, voire la défiance, des zabbâlîn par rapport au monde extérieur, le repli de la communauté sur elle-même et aussi justifié, de la part des autorités, les expulsions répétées et violentes vers les confins de la ville. Aujourd'hui, les 7 quartiers de zabbâlîn sont rattrapés par la croissance urbaine, mais, interstices de la ville, ils restent toujours quasi indécélables pour celui qui ne connaît pas leur existence. Enfin, le sentiment d'exclusion est d'autant plus prégnant lorsqu'il s'agit des petits quartiers, peu ou pas représentés par des leaders, religieux ou associatifs, et où les situations de pauvreté sont parfois extrêmes. Ainsi, le décalage est grand entre la *zeriba* de Manchiât Nasser, le plus vaste et connu des quartiers de chiffonniers, qui compte environ 30 000 zabbâlîn, 700 ateliers de recyclage et où sont présentes de nombreuses ONG et les petits quartiers de quelques centaines d'habitants, comme 'Ard el-Lewa ou Batn el-Ba'ara. Dans le même ordre d'idées, les revenus moyens des zabbâlîn sont supérieurs à la moyenne nationale mais les écarts sont immenses entre les quartiers et au sein même des quartiers de chiffonniers.

2 – Les mobilisations de 2003 : une communauté stigmatisée qui ose manifester !

Début février 2003, l'événement qui déclenche la mobilisation des *zabbâlîn* est le non renouvellement des licences annuelles de collecte octroyées, contre paiement, par les deux agences publiques chargées de la propreté urbaine⁴. Renvoyés des guichets de l'Agence du gouvernorat de Guizah, les zabbâlîn de 'Ard el-Lewa, petit quartier de la rive gauche du Nil en bordure d'agglomération, organisent le 3 février une manifestation spontanée, à l'issue de laquelle est décidé un rassemblement public pour le lendemain⁵. Mais les manifestants sont dispersés par la police et les trois leaders sont arrêtés – ils seront relâchés peu après. Le 4 février, des discussions s'engagent entre les représentants des zabbâlîn et les autorités du gouvernorat de Guizah. Mais l'annonce par ces dernières que la propreté des espaces urbains sera de la responsabilité des sociétés étrangères, tandis que celle des campagnes est de « *notre responsabilité* » provoque la colère et l'amertume des chiffonniers : ces espaces semi-ruraux, périphériques, sont particulièrement pauvres, excentrés et

3 Sur les 5000 tonnes de déchets ramassés, 40% de matières organiques servaient de nourriture aux porcs avant leur abattage en mai 2009 ; 40% étaient recyclés et 20% enfouis dans les décharges du désert de la périphérie du Caire.

4 Il s'agit des *Guizah Cleaning and Beautification Agency* et *Cairo Cleaning and Beautification Agency*.

5 Soazig Dollet était en 2002 et 2003 au Caire dans le cadre de son travail de master de Sciences politiques sur *Une communauté traditionnelle face à la modernité. Le cas des zabbâlîn du Caire*. De ce fait, elle a pu suivre de très près les changements en cours et les effets immédiats de la réforme sur la communauté des chiffonniers. Ceci explique qu'une partie des informations sur les manifestations de 2003 relèvent de son travail. Nous y avons ajouté les deux seuls articles de Dena Rashed, journaliste de l'hebdomadaire *Al-Ahram Weekly*, parus sur ces manifestations : « Trashed Lives » et « Indigenous space ».

<http://weekly.ahram.org.eg/2003/625/eg7.htm>

<http://weekly.ahram.org.eg/2003/624/fe1.htm>

peu intéressants en déchets à la différence des quartiers centraux, plus aisés et très accessibles... A cette situation s'ajoute l'humiliation de ne jamais avoir été pris en compte dans le processus de privatisation alors même que les zabbâlîn depuis plusieurs décennies collectent les déchets sans contre-partie ni reconnaissance de la part des autorités publiques.

Le même sentiment prévaut pour les zabbâlîn du gouvernorat du Caire, rive droite, même s'ils sont davantage au courant du processus de privatisation, notamment les *ma'allemin*, patrons d'ateliers, mieux positionnés dans une communauté très hiérarchisée. A la suite d'une réunion publique, ils décident également de manifester et d'occuper l'autoroute Salah Sallem qui passe en contrebas de leur quartier. La Sécurité d'Etat intervient violemment et quatre manifestants sont arrêtés (Dollet, 2003, Rashed, 2003).

L'intériorisation du caractère éminemment autoritaire de l'Etat et de la violence de la police - et ce depuis longtemps - est l'un des facteurs expliquant les limites des mobilisations collectives du type manifestation : dans l'exemple des manifestations de 'Ard el-Lewa et de Manchiât Nasser, l'échec n'est pas lié à une résignation de la part des *zabbâlîn*, mais plutôt à la conscience aiguë du fait que les moyens de pression ne peuvent se décliner dans l'espace public sans appeler, en retour, une répression brutale. L'on peut aussi penser que, pour certains d'entre eux, le souvenir des « émeutes du pain » (70 morts en 1977) est toujours très vivace. De fait, l'état d'urgence instauré à la suite de l'assassinat du président Sadate, en 1981, interdit les rassemblements publics : « *En pratique, les seules manifestations tolérées - et très encadrées - portent sur des questions de politique internationale et régionale* » (Ben Néfissa, 2007). Par ailleurs, le caractère « introverti » de la communauté *zabbâlîn*, minorité stigmatisée, qui fonctionne de façon autonome « sans rien demander à personne » accentue probablement la difficulté de la réponse spontanée par « le bas », telle que la manifestation (Dollet, 2003). Le sentiment de ne pas être légitime à occuper l'espace public et *a fortiori* à pouvoir s'y exprimer trop haut et trop fort a sans doute aussi joué un rôle dans le choix des lieux de manifestation à savoir à proximité de leurs quartiers, ce qui a facilité un repli rapide lorsque les affrontements sont devenus trop violents.

La « crise » suscite de vifs débats au sein de la communauté quant à la réponse choisie : les *ma'allemin* - « patrons » - s'opposent aux manifestants et optent pour des négociations avec le pouvoir politique. Les divergences de vue font apparaître des clivages au sein d'une communauté souvent présentée à l'extérieur comme étant solidaire, unie et homogène or, l'un des effets de la « crise » est la mise au jour des profondes inégalités en son sein (Dollet, 2003). En définitive, comme dans presque tous les autres domaines de la vie quotidienne, c'est par le biais des interrelations, des réseaux de pouvoir, politiques et associatifs qu'il est, peut-être, possible d'agir. Si la communauté professionnelle dans sa globalité est ignorée des pouvoirs publics, il n'empêche que, à Manchiât Nasser, les *leaders*, notamment les responsables religieux coptes, peuvent avoir voix au chapitre : ces derniers interviendront davantage en sous-main, plutôt qu'officiellement, pour calmer les esprits et, à l'inverse de ce qui se produira au moment de l'abattage des cochons, ils prennent la défense des *zabbâlîn*.

Enfin, comme l'écrit S. Dollet, il est important de noter que les médias sont quasiment muets sur les manifestations de 2003 : le silence sur ces mobilisations, somme toute assez exceptionnelles, est-il lié à leur invisibilité ou à une volonté d'invisibilisation de la part des médias et du pouvoir ? Ce sera moins le cas les années suivantes lors des mobilisations spécifiquement « urbaines » telles que celles des habitants du quartier incendié de Qala'at el-Qabch (2007) ou à la suite à l'effondrement d'énormes blocs de roche sur le quartier très pauvre de Dueqqa (2008) ou encore lors des grèves du ramassage des chiffonniers : lors de ces manifestations de colère, sont critiquées l'incurie des pouvoirs publics, l'incompétence des secours, la prévarication des chefs de quartiers et des autorités en général.

3 – Débats au Parlement *versus* stratégies de négociations en sous-main

La résistance des chiffonniers du Caire face à la perte de leurs territoires professionnels se décline en deux temps. Le premier temps est celui de ces manifestations spontanées, peu organisées et, finalement, vouées à l'échec ; le second temps est celui des négociations, dont certaines seront publiques, mais aussi des nombreux « petits » actes d'opposition émanant des zabbâlîn qui s'estiment lésés par la réforme, notamment ceux des petits quartiers alors que Manchiât Nasser focalise l'attention des médias.

Appuyant la « défense » des *zabbâlîn*, soutenus par les ONG engagées à Manchiât Nasser, le député de l'arrondissement du même nom et le représentant officiel des *zabbâlîn* auprès des autorités publiques, à savoir le responsable de l'*Association of Garbage Collectors for Community Development*, créée en 1984, interviennent à l'Assemblée Nationale pour que des discussions soient ouvertes : les propos des uns et des autres sont amplement retransmis par les médias. Le quotidien al-Ahram du 12 mars 2003 relate ainsi le discours du député de Manchiât Nasser, Mohamad Bahdadi, face aux députés, au gouverneur du Caire et au ministre de l'Environnement : arguant du fait que les *zabbâlîn* sont 30 000 dans sa circonscription et que « *leur métier, c'est les poubelles* », le député les présente comme les premières victimes de la « privatisation » et demande la rupture des contrats avec les sociétés étrangères pour le sud du Caire qui serait laissé aux *zabbâlîn* ; il réclame encore que ceux-ci aient le droit de ramasser les déchets que les sociétés enterrent dans les décharges. Le gouverneur lui répond que « *le problème des zabbâlîn est résolu puisqu'ils pourront être embauchés pour 250 £e par mois par les sociétés étrangères* ». Quant au ministre de l'Environnement, Mamdouh Riyad, il assure : « *Mon cœur est avec les zabbâlîn de Manchiât Nasser (...) mais il est impossible de retourner à la situation antérieure. Regardez Alexandrie qui est un bon exemple du succès des sociétés étrangères : c'est un transfert de civilisation (...). Il faut profiter des techniques de ces sociétés pour fonder des entreprises nationales et leur faire concurrence* ». Le représentant officiel des *zabbâlîn*, Rafik Assaad, rétorque que cette concurrence lui semble impossible en raison d'un « *décalage de plusieurs années de civilisation* » entre les *zabbâlîn* et les sociétés étrangères dont les techniques sont plus performantes ; il achève son propos par : « *Je suis contre ces sociétés étrangères et contre ces contrats qui ont été conclus !* ».

Le paradoxe de la « crise des déchets » réside dans la tenue de ces débats publics qui met en lumière les *zabbâlîn* et qui oppose de façon frontale leurs défenseurs et le gouvernement. Toutefois, il apparaît assez rapidement que, d'une part, le principe de la privatisation ne pourra être remis en cause et que, d'autre part, il est impossible de défendre la profession des chiffonniers de façon globale tant ces derniers sont désunis dans le choix des modes d'action et de défense, éparpillés géographiquement et inégaux professionnellement. Les relations de dépendance, sinon de domination, entre familles, les conflits entre associations et les concurrences professionnelles sont avivées par la crise. Des transactions d'une autre nature s'ouvrent entre les représentants du gouvernorat, des sociétés européennes et les *zabbâlîn* influents, à savoir les responsables d'associations et les *ma'allemin* - les patrons : elles se traduisent par des propositions d'embauches comme éboueur ou balayeur par les sociétés (le plus souvent refusées), par le droit, pour certains, de récupérer sur les décharges périphériques des déchets et surtout, par la signature de contrats de sous-traitance pour la collecte – enjeu essentiel pour les chiffonniers.

Certes, c'est sans doute la première fois en Egypte que se déroulent des négociations intégrant des représentants de l'économie informelle et, en ce sens, les contrats de sous-traitance amorcent une formalisation partielle du secteur informel de la collecte (Debout, 2007). Mais, les transactions ont clairement exclu les *zabbâlîn* les moins bien « placés » dans la communauté pour avoir voix au chapitre ou ceux qui vivent dans les petites *zarâye*b isolées. Pour ces derniers, les stratégies de contournement ne peuvent passer par des arrangements légaux comme l'explique un

chiffonnier de Batn al-Ba'ara en parlant de ses collègues de Manchiati Nasser : « Là-bas, ils travaillent, ils ont de l'argent, les gens les soutiennent, les médias sont pour eux... et ils payent les responsables politiques. Là-bas, c'est vraiment de l'industrie, ils voyagent, ce sont des hommes d'affaires qui ont du poids. Ici, on travaille avec nos mains... Tu vois bien l'état de ce quartier. Les relations de travail et amicales sont fortes avec eux. On leur vend le papier, le carton, on assiste à leurs mariages. Mais ils ne viennent pas ici, parce qu'ici on n'a pas d'associations, pas de porte-parole. On a essayé plusieurs fois, mais on n'a jamais réussi (...) Eux vont s'en sortir, mais ici, il n'y a personne pour nous aider, alors que nous sommes le berceau des zabbâlîn ! ».

De nombreux petits « actes de sabotage » et de résistance se multiplient : dégradation ou vol des bennes et conteneurs, dont ceux en plastique recyclables ; dépôts sauvages d'ordures et dénonciation aux autorités ce qui leur impose aux sociétés des pénalités pour travail mal fait, fréquentes disputes entre employés des compagnies et ramasseurs, etc. Les zabbâlîn qui ne sont pas en sous-traitance collectent illégalement et évoquent leur crainte de se faire arrêter par la police : violence verbale, voire physique, amendes, confiscation de leur matériel et obligation de verser des backchichs deviennent fréquents.

II - Résister : grèves et affrontements

Si, à ses débuts, la « privatisation » concerne directement et immédiatement les chiffonniers, assez rapidement, elle devient un enjeu public, économique et politique de plus grande envergure.

1 - Les grèves du ramassage

Une alliance, a priori improbable, s'établit entre les Cairotes et les zabbâlîn et de nombreux témoignages d'habitants sont publiés dans la presse, évoquant les liens indéfectibles qui lient les Cairotes à « leur zabbâl », l'efficacité du travail de celui-ci qui monte dans les étages chercher les poubelles ce qui évite aux personnes âgées ou malades de se déplacer. A cette défense directe du rôle des zabbâlîn s'ajoute un autre registre d'ordre culturel et « nationaliste » construit sur le fait que les Egyptiens ne peuvent s'adapter aussi brutalement à un « changement de leurs habitudes », d'autant plus que celles-ci leur sont imposées par des sociétés étrangères qui connaissent mal les « traditions locales ». Aussi, pourquoi le gouvernement (et les gouvernorats) n'a-t-il pas choisi des sociétés égyptiennes ou conservé l'ancien système qui, en définitive, ne fonctionnait pas si mal...

Parallèlement, les plaintes se multiplient, émanant de particuliers ou de commerçants mécontents du prix à payer pour le nouveau service de collecte et faisant référence à l'ancien système, moins coûteux et plus efficace à leurs yeux. Au début de l'année 2004, la cessation du paiement d'un grand nombre de factures d'électricité dans les quartiers concernés par le ramassage⁶, pose problème aux gouvernorats qui, comptant sur les revenus issus de ces factures, ne peuvent - ou ne veulent - honorer les contrats les liant aux sociétés étrangères. En juin 2005, les tensions s'avivent entre le gouvernorat de Guizah et la société espagnole Enser qui suspend la collecte des déchets et ne verse plus les salaires de ses employés qui manifestent alors dans les rues de Guizah. Les ordures s'accumulent dans la rue, l'odeur est insoutenable, d'autant qu'il fait de plus en plus chaud... De façon plus générale, entre 2003 et 2011, les grèves du ramassage se sont répétées,

⁶ Aujourd'hui, les Cairotes paient le service de collecte de leurs déchets en fonction de trois catégories : les habitants des quartiers « chics » versent 10 £e par mois, ceux des quartiers « moyens », 5£e, ceux des quartiers « populaires », 3£e. Précisons que, pour comble !, les zabbâlîn paient également pour le retrait de leurs propres ordures dans leur quartier « populaire »...

émanant des zabbâlîn ou des employés des sociétés privées officiellement chargées de la collecte.

Si la mobilisation de type manifestation dans l'espace public est difficile à mettre en œuvre, les grèves, localisées à quelques rues ou plus étendues, constituent un moyen d'action d'autant plus efficace qu'elles sont évidemment immédiatement perceptibles par les riverains, les responsables et les médias. De plus, ces grèves changent la nature et l'échelle de la crise liée à la « privatisation » : les manifestations de 2003 sont de type sectoriel ou catégoriel ; elles renvoient d'abord à la défense des intérêts professionnels des zabbâlîn. La question de leur place dans la ville et de leur rôle dans son fonctionnement n'est vraiment posée que lorsqu'ils multiplient les grèves de collecte et que, du fait même de leur absence, ils deviennent visibles... Ces grèves ont sans doute permis aux zabbâlîn d'accéder à une forme de citoyenneté – i.e. la reconnaissance de leur existence, indissociable de leur activité, en ville. L'abattage des cochons et le projet de délocaliser les activités d'élevage et de recyclage dans le désert la remet brutalement en cause.

2 – Affrontements : les cochons, une « cause indéfendable »⁷

Dans les premiers jours de mai 2009, après un Conseil des ministres réuni le 30 avril et présidé par le chef de l'Etat, en personne M. Hosni Moubarak⁸, la police égyptienne et des vétérinaires réquisitionnés procèdent à la capture et à l'éradication de 300 000 porcs, essentiellement élevés par des zabbâlîn. L'Egypte est le seul Etat au monde à prendre cette décision en raison de la grippe A/H1N1 apparue au Mexique, au printemps 2009, et surnommée « grippe porcine » alors même que les scientifiques récusent l'expression et démontrent qu'il s'agit d'une grippe humaine. Ce même 30 avril, pour éviter toute confusion, M. Gezairy, directeur régional de l'OMS⁹ pour la Méditerranée orientale, annonce à la presse que l'exposition aux porcs n'est pas un facteur de transmission. Le directeur de la FAO¹⁰ tentera, en vain, de joindre les autorités égyptiennes pour les dissuader de procéder à l'abattage. La panique collective qui a saisi l'Egypte, l'absence de contestation dans les médias ou de la part des ONG, l'instrumentalisation faite de la « crise des cochons » par le Parti National Démocrate (PND) au pouvoir et par le parti des Frères Musulmans ont rendu irrémédiable l'abattage des cochons.

L'élimination des porcs, nonobstant l'imprévisibilité de la décision et la brutalité de sa mise en œuvre, porte un coup fatal aux zabbâlîn. Elevés par les Coptes mais aussi par quelques familles musulmanes, les cochons se nourrissaient des 40% de déchets organiques récoltés dans la collecte. Si, depuis 2002, ces derniers avaient pu s'adapter, bon gré mal gré, à la délégation du service de collecte à des sociétés européennes et égyptiennes, la « crise des cochons », animaux incarnant un rouage essentiel de leur profession et constituant leur « capital sur pattes », est difficilement surmontable. Cette décision, éminemment politique sous couvert d'urgence sanitaire, témoigne encore une fois du stigmate qui marque la communauté des chiffonniers.

Mais, au-delà, cette crise en dit long sur les relations entre les gouvernants et les gouvernés. A l'annonce d'une possible épidémie de grippe A/H1N1, la panique qui saisit la société égyptienne et les débats houleux au Parlement obligent le gouvernement à agir dans l'urgence, d'autant que sa

7 Cette sous-partie sur la « crise des cochons » a été partiellement publiée le 12 janvier 2011 sur le blog « Visions cartographiques » du *Monde Diplomatique*. <http://blog.mondediplo.net/2011-01-12-Les-chiffonniers-du-Caire-et-la-grippe-porcine>

8 Cf. le quotidien Al-Ahram daté du 30 avril 2009.

9 Organisation Mondiale de la Santé. Cf. Le site officiel de l'OMS http://www.emro.who.int/pressReleases/2009/no9_fr.htm

10 Il s'agit de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; les représentants de l'OIE, l'Organisation Mondiale de la santé animale, interviendront sans plus de succès auprès des autorités égyptiennes.

mauvaise gestion de la grippe aviaire est encore dans tous les esprits. Paradoxalement, les autorités politiques et sanitaires reconnaissent que les porcs du pays ne sont pas infectés, mais que l'abattage est nécessaire puisque le porc, par nature, est porteur de nombreux virus transmissibles à l'homme. Il s'agit d'une « mesure d'hygiène générale » et il n'est plus temps de délocaliser les porcheries hors des villes comme le prévoyait une loi datant de 1994, mais jamais appliquée¹¹.

L'abattage des porcs déclenche, au sein des quartiers, des confrontations très violentes¹² entre la police anti-émeute et les zabbâln. Plusieurs vidéos tournées à Manchiât Nasser et mises en ligne sur internet, montrent l'amateurisme de l'abattage – les porcs sont entassés vivants dans des camions-bennes – et l'opposition des zabbâln aux forces de l'ordre : insultes, jets de divers projectiles, etc. Dans les autres quartiers, l'opposition est tout aussi brutale mais comme l'explique un chiffonnier de 'Ard el-Lewa : « *le problème ici, c'est que si on parle, la Sûreté d'Etat s'en mêle. On doit se taire. Il faut tuer les cochons pour la paix et la sécurité. On ne peut rien dire* »¹³.

Quant au gouvernement, il semble pris en tenaille entre une initiative qui pourrait être perçue comme anti-copte et les arguments des députés Frères Musulmans, à l'audience très populaire, tels que : « *Comment les porcs peuvent-ils être élevés sur la terre d'al-Azhar ?* » ou encore le fait « *qu'une indemnisation par animal abattu ne peut être versée aux éleveurs puisque, en pays musulman et conformément à la loi islamique, il ne devrait y avoir aucun porc en Egypte* »¹⁴. Mais, loin de s'opposer à l'abattage, les députés ou religieux coptes légitiment le choix des autorités. Ainsi, début mai 2009, le pape Chénouda, chef spirituel des coptes d'Egypte, déclare que sa communauté ne consomme pas de viande de porc, réservée aux touristes et étrangers ; pour sa part, le père Samaan, figure et habitant du quartier de Manchiât Nasser, recommande d'éviter de fréquenter les lieux où sont élevés des porcs¹⁵.

En définitive, éradiquer les porcs résout la question de leur présence en ville, ne nuit pas à la bonne religiosité des autorités qui n'en laissent pas le monopole aux Frères Musulmans et démontre enfin l'omniprésence et l'omnipotence d'un pouvoir vieillissant et contesté : c'est bien le chef de l'Etat qui clôt les débats en prenant la décision de l'abattage.

L'abattage des porcs ne met pas fin à la psychose collective et, pire, les zabbâln sont accusés d'être contaminés : « *on les traite comme s'ils avaient la peste* ». Pour leur part, ils vivent la situation comme une terrible injustice envers eux et leurs activités d'autant que, depuis des décennies, ils n'avaient jamais rien demandé en échange de la collecte, hormis une somme modique versée mensuellement par les Cairotes. Aussi les zabbâln comprennent-ils immédiatement les effets de l'abattage : « *C'est la crise des cochons qui nous a achevés, que l'on soit chrétien ou musulman. On pouvait contourner le problème de la privatisation, mais pas celui des cochons... Ce qu'on fait maintenant ? On joue aux dominos et on sniffe de la colle, c'est tout ce qu'on fait !* ». Pour s'en sortir, et jusqu'à aujourd'hui, les « petits zabbâln », qui ont perdu leurs territoires professionnels, collectent illégalement, avant la tournée des camions bennes et afin d'échapper aux arrestations et réprimandes de la police. Ils ne sélectionnent que les seules matières recyclables. Cette nouvelle façon de trier directement dans les poubelles est devenue générale depuis l'éradication des cochons et l'inutilité du ramassage des déchets organiques ainsi justifiée par Romani, patron d'un atelier de recyclage à Manchiât Nasser : « *Nous ne sommes pas des éboueurs (...). Ce sont les habitants qui produisent des ordures. S'ils ne veulent plus de nous, ils n'ont donc qu'à manger leurs ordures ! (...)* Le gouvernement n'a pas compris que ce sont les cochons qui nettoyaient Le

11 <http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2007/10/24/envi0.htm>

12 <http://www.youtube.com/watch?v=jwMllw7rCSc>

13 Sauf précision contraire, les citations en italiques sont extraites d'entretiens menés par l'auteur en novembre 2009 et février 2010 dans les quartiers de 'Ard el-Lewa, Manchiât Nasser et Batn al-Ba'ara.

14 En ce qui concerne l'analyse des discours au Parlement en avril et mai 2008, le lecteur peut se reporter à l'article très documenté de Mariz Tadroz « Scapepigging: H1N1 Influenza in Egypt », dans l'ouvrage *Epidemics: pathways of disease and response*, Sarah Dry and Melissa Leach ed., Earthscan, 2010.

15 Cf. Mariz Tadroz, op. cit.

Caire... ». Tous s'accordent à dire que l'explication de l'abattage ne réside pas dans la grippe H1N1 mais est dirigée directement contre eux.

Conclusion

Fondamentalement, la « grippe porcine » a constitué une opportunité idéale pour les autorités égyptiennes : indéfendable, l'abattage des porcs a permis d'affaiblir durablement une corporation indésirable en ville, dont les terrains sont convoités par des projets immobiliers et dont les pratiques professionnelles dérangent. Les zabbâlîn s'accordent à dire que « *les cochons ne reviendront pas au Caire, dans le désert peut-être, mais ce sera pour les riches commerçants, le grand business, pas pour nous* ». Il en est de même pour les éventuelles usines recyclant les déchets organiques qui ne concerneront pas la majorité des zabbâlîn, incapables d'y transporter la collecte. Hormis pour les grands ma'Allemîn, la sous-traitance conclue avec les sociétés privées n'est plus vraiment rentable depuis la « crise des cochons ». Déjà affaiblies par la « privatisation », les solidarités professionnelles se délitent, notamment envers les petits quartiers qui n'ont pas de porte-parole associatifs ou religieux.

D'après ce que nous savons, les zabbâlîn n'ont pas – ou peu – participé aux manifestations de la révolution Place Tahrir, même si, bien sûr, ils ont dû être très attentifs aux événements. La question religieuse, plus que complexe, les concerne directement : les moments de « fraternisation » entre manifestants coptes et musulmans ont été entachés par les 7 chiffonniers tués le soir du 8 mars 2011 à Manchiât Nasser dans des affrontements très violents initiés par des « pro-Moubarak » ou des « salafistes » venus du quartier voisin. L'amertume est d'autant plus grande que l'armée, présente sur les lieux, a laissé faire.

La révolution de 2011 pourrait-elle être l'occasion d'une redéfinition de leurs rôle et statut en ville et dans la société ? Les zabbâlîn ne désirent sans doute pas tant retourner à la situation qui était la leur avant la « privatisation » de 2002 qu'une reconnaissance de leurs droits. Dans l'ouvrage « *Le Caire, réinventer la ville* », qui vient de paraître, Safaa Monquid et Pierre-Arnaud Barthel ont longuement interrogé deux femmes, Huda Faik et Samia Wadi', formatrices de l'Association pour la Protection de l'Environnement (APE, basée à Manchiât Nasser)¹⁶. A la fin de l'interview, elles résument un sentiment que nous avons entendu à de nombreuses reprises lors des entretiens avec des zabbâlîn : « *On aimerait que l'Etat s'occupe des chiffonniers et qu'il reconnaisse leurs droits (...). L'Etat n'a jamais aidé notre communauté, le zabbâl a toujours compte sur lui-même (...), jamais l'Etat ne s'est inquiété de nous (...). Il faut que l'Etat s'occupe de nous au lieu de décréter soudainement que les sociétés s'occuperont du service des déchets (...). Nous souhaitons que l'Etat donne aux chiffonniers leurs droits, qu'il s'intéresse à eux et qu'il voie quels sont leurs besoins (...). L'Etat ne peut pas les laisser dans le doute concernant leur avenir* ».

¹⁶ *Le Caire, réinventer la ville* », P.-A. Barthel, Safaa Monquid, Ed. Autrement, 2011, pp. 101-102